

# Semi-conducteurs : un milliard pour rebondir

?

Côté face, le gouvernement a confirmé pour 2018 la réforme de l'ISF destinée à inciter les contribuables à investir dans la modernisation de l'économie plutôt que dans la pierre ; côté pile, [Le Monde](#) révélait ce mardi la démarche des champions français des semi-conducteurs (STMicroelectronics, Soitec...) en direction du Président de la République, afin d'obtenir la mise en œuvre d'un « *soutien spécifique pour l'investissement avec une participation des pouvoirs publics de l'ordre d'un milliard d'euros* ». Celui-ci succéderait au milliard d'euros déjà versé ces trois dernières années dans le cadre du plan « Nano 2017 ». Au final se trouve une nouvelle fois posée la question de la capacité de la France à demeurer une vraie puissance industrielle. Ou de la nécessité de mettre en œuvre une véritable politique industrielle européenne.

Informatique et électronique grand public en apportent une illustration frappante. En 2011, la [vente de la branche téléviseurs de Philips](#) au groupe chinois TPV Technology a marqué la dernière étape dans le retrait des industriels européens de cette industrie ; cinq ans plus tôt, le dernier assembleur français de PC de dimension nationale, Unika, avait été placé [en redressement judiciaire](#). Et les chiffres d'affaires cumulés des « champions » nationaux du smartphone ou de la tablette ne dépassent pas 500 M€...

Le retour en zone rouge de la filière des semi-conducteurs (en janvier 2016, [STMicroelectronics avait annoncé](#) un plan de départ volontaire portant sur 1 400 emplois) verrait le risque s'étendre à une industrie autrement plus stratégique, tant elle touche au cœur même des performances de l'ensemble des objets connectés et autres développements numériques. Reste à savoir si son développement peut encore se penser au seul niveau national. « *Dans sa lettre (à Emmanuel Macron), la filière souligne les aides dont bénéficient Taïwan, Singapour et la Corée, où se niche le cœur de l'industrie des semi-conducteurs, rapporte Le Monde. La Chine aurait depuis 2014 adopté un plan de 150 milliards de dollars (131,7 milliards d'euros). Les Etats-Unis, « sous couvert de sécurité nationale », n'hésitent pas à « bloquer les rachats d'entreprises et interdire les exportations* » » et, en Allemagne, « *Angela Merkel a annoncé un soutien d'un milliard d'euros à la filière* ».

Difficile, au vu de ce dernier point, de ne pas regretter la mise en place effective d'une coordination, voire d'un pilotage conjoint, de la politique industrielle au niveau européen. Faute de s'y être attelé, les gouvernements continuent à mettre en œuvre des plans de soutien conçus en fonction de leurs situations nationales plutôt que de chercher à optimiser par une vision d'ensemble la réponse à la concurrence américaine et asiatique.

Difficile, aussi, de ne pas s'interroger sur la cohérence des règles mises en place au niveau communautaire. Quand l'Union encadre avec une vigilance pointilleuse les aides d'Etat susceptibles d'entraîner une distorsion de la concurrence au sein du marché unique, les marges de manœuvre laissées aux gouvernements en matière de fiscalité leur permettent de tourner la compétition à leur avantage... quitte à tomber dans une forme de dumping

fiscal. Les écarts qui subsistent dans les taux d'imposition sur les bénéfices ou ceux de la TVA, en sont souvent cités en exemple. L'audiovisuel et le cinéma, à travers les mécanismes de crédits d'impôts progressivement mis en place par les Etats-membres, en apportent une autre illustration, avec une course aux conditions les plus favorables faites aux producteurs, sous réserve que les tournages aient lieu localement, qui font avant tout le bonheur... des producteurs extra européens : 36 projets d'initiative étrangère (cinéma et audiovisuel) ont pu en bénéficier en 2016, contre 22 en 2015, indiquait en début d'année le CNC.